

## **SOUS COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ DE LA SARTHE**

SDIS de la Sarthe  
Sous direction des moyens opérationnels  
Groupement Organisation et Coordination des Secours  
Service prévention  
Dossier étudié par : Romain PEREZ/plh  
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87  
Courriel : serv.prev@sdis72.fr  
Fax : 02.43.74.37.86

### **PROCÈS-VERBAL**

**OBJET :** Contrôle des établissements recevant du public

La Sous Commission Départementale de Sécurité s'est réunie le **12/10/2022** en séance plénière en vue d'approuver, conformément aux dispositions des articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation et du décret n° 95-260 du 8 Mars 1995, le rapport du groupe de visite de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Mamers établi après la visite réalisée le **02/09/2022** de l'établissement ci-dessous :

Commune : LA FERTE BERNARD  
Établissement : E 132 00015 000 - EHPAD SAINT JULIEN  
13 Avenue de la République  
Catégorie : 4ème cat.  
Type principal : J

### **AVIS**

Considérant les propositions du groupe de visite, la Sous Commission Départementale de Sécurité de la Sarthe propose la réalisation des prescriptions mentionnées dans le rapport du groupe de visite et émet un avis :

**FAVORABLE**  
à la poursuite d'exploitation de cet établissement

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.123-22 et R.123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,  
M





<p style="text-align: center;"><b>RAPPORT DU GROUPE DE VISITE DE la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Mamers</b></p>
--

**RAPPORT DU GROUPE DE VISITE DU : 02/09/2022**

<u>Établissement :</u>	E 132 00015 000 - EHPAD SAINT JULIEN
<u>Adresse :</u>	13 Avenue de la République 72400 LA FERTE BERNARD
<u>Type et Catégorie :</u>	J - 4ème cat.
<u>Objet de la visite :</u>	Visite périodique
<u>Périodicité des visites :</u>	36 mois
<u>Date dernière visite périodique et avis :</u>	05/09/2019 - avis favorable

**COMPOSITION DU GROUPE DE VISITE**

**Membres ayant voix délibérative :**

Le représentant du maire :	Mme SEQUEIRA
Le représentant du DDSIS :	M. le capitaine PEREZ

**Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :**

- M. MABILLE, responsable service technique
- M. SMITH, technicien SIEMENS
- Mme JARRIER, cadre administratif pole médico-social
- Mme MABILLE, cadre supérieur de santé secteur MS
- M. CHICARD, Cadre de santé

---

<p style="text-align: center;"><b>RÈGLEMENTATION</b></p>
--

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.  
Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 123-4, R. 152-6 et R. 152-7 du code de la construction et de l'habitation.

---



## HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

DT.132.04.C2831	Réfection de 2 chambres	04.03.2004	07.07.2006
DT.132.05.C3023	Réhabilitation chambres construction escalier	05.01.2006	
AT.132.13.T0014	Mise en place d'un groupe électrogène	27.06.2013	
AT.132.17.Z0018	Travaux aménagement salle Monet	06.07.2017	05.09.2019
AT.132.19.Z0029	Migration du SSI	18.07.2019	30.11.2021

## DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de Monsieur MABILLE, responsable service technique.

### **Descriptif :**

Un établissement à usage de maison de retraite de 4 niveaux avec 91 lits et des combles inaccessibles.

#### Au R+2 :

- 19 chambres
- 1 salle de bains
- Sanitaires
- 1 salle de soins
- 1 local linge sale
- 1 local ménage
- 1 tisanerie
- 1 salle d'animations
- 1 salon

#### Au R+1 :

- 19 chambres
- 1 salle de bains
- 1 sanitaires
- 1 salle de soins
- 1 local linge sale
- 1 local ménage
- 1 office
- 1 salle à manger

#### Au rez de chaussée :

- 15 chambres
- 1 salle de bains
- Sanitaires
- 1 salle de soins
- 1 local linge sale
- 1 local ménage
- 1 réserve
- 1 tisanerie
- 1 salon
- 2 salles accueil de jour
- 1 secrétariat
- 1 bureau
- 1 infirmerie

#### Au rez de jardin :

- 8 chambres
- 1 chaufferie
- 1 local archives
- 1 local coiffure
- 3 réserves
- 1 local ménage
- Sanitaires
- 1 bureau psychologue
- 2 vestiaires



- 1 tisanerie
- 1 local linge sale
- 1 local déchets
- salle polyvalente

### VERIFICATIONS TECHNIQUES

#### **Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :**

<b>NATURE</b>	<b>VÉRIFICATEUR</b>	<b>DATE</b>	<b>OBSERVATIONS</b>
<i>Installations électriques</i>	APAVE	28/06/2022	1 obs. levée le 25/08/2022
<i>Éclairage de sécurité (BAES)</i>	APAVE	28/06/2022	
<i>Source de remplacement - groupe électrogène de sécurité (livret d'entretien)</i>	ENERIA	02/03/2022	
<i>Installation de gaz (étanchéité du réseau)</i>	APAVE	15/11/2021	
<i>Installation de chauffage (gaz)</i>	DALKIA	22/09/2021	
<i>ramonage des conduits de fumée</i>	RAMONETOU	26/07/2022	
<b>Ascenseurs :</b>			
<i>- contrat annuel d'entretien</i>	OTIS	Semestrielle	
<i>- contrôle quinquennal par organisme agréé</i>	APAVE	16/06/2022	1 Obs. levée
<b>Système de sécurité incendie de catégorie (A) :</b>			
<i>- contrat annuel d'entretien</i>	SIEMENS	05/06/2022	1 Obs. levée le 25/08/2022
<i>- contrôle triennal par organisme agréé (1<sup>er</sup> groupe)</i>			RVRAT (nouveau SSI réceptionné le 30/11/2021)
<i>- contrôle triennal désenfumage mécanique</i>	APAVE	21/11/2021	
<i>- système d'alarme type (1)</i>			
<i>Installation de désenfumage (tirer lâcher, CO<sub>2</sub>) cages d'escalier</i>	En interne M. BUSSON	30/08/2022	
<i>Extincteurs portatifs</i>	EUROFEU	13/05/2022	
<i>Autres vérifications (PCF)</i>	En interne	29/06/2022	

#### **Contrôles (art. MS74) :**

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

#### **Autres vérifications :**

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs : 15 personnes formées
- exercice d'évacuation : 18 personnes formées
- système de sécurité incendie : 35 personnes formées

Surveillance de l'établissement (ERP de type J,O,U, R+héb) : 2 personnes / nuit formées

Contrat de maintenance SSI en 4 h : oui

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) : oui

Consignes : oui

Plan de l'établissement : oui

Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200m de l'établissement : oui
- point d'eau naturel (rivière)





### **Observations relevées lors de la visite :**

L'escalier central desservant les différents niveaux constitue une seule zone d'alarme et de compartimentage.  
L'ascenseur se situant dans cette zone ne peut être raccordé au "non stop ascenseur".

## **CLASSEMENT**

### **Classement :**

Calcul selon l'article J2

### **Mode de calcul de l'effectif admissible :**

- Déclaration d'effectif du chef d'établissement
- 1 personne / 3 résidents au titre des visiteurs

### **Détail du calcul :**

91 résidents + 31 public

public : 122 personnes

personnel : 15 personnes

**total : 137 personnes**

Établissement Recevant du Public de 4ème cat. et de type J

## **PRESCRIPTIONS**

### **Prescriptions permanentes :**

#### **Vérifications techniques obligatoires (articles R123-43, GE8)**

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage - y compris ramonage du conduit d'évacuation des fumées (art. CH57 et CH58)
- les réseaux et appareils fonctionnant au gaz (art. GZ30)
- les ascenseurs (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)
- le système de désenfumage mécanique (art. DF10)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R123-51 du code de la construction et de l'habitation).  
**Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).**

### **Prescriptions antérieures :**

Actio :  
Aucune prescription



### **Nouvelles prescriptions :**

	Ordre	Unité
Aucune prescription		

### **Propositions et remarques éventuelles :**

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

*(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)*

### **AVIS**

A l'issue de cette visite, les membres du groupe de visite de la commission proposent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de l'établissement/l'ouverture au public de l'établissement de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées ci-dessus devront être intégralement respectées.

Le Rapporteur,  
Romain PEREZ



